l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 08/11/2021

Qui sauvera l'hôpital ?

En plus de l'enquête du Conseil scientifique Covid-19, faisant état de la situation catastrophique dans les hôpitaux publics – 20 % des lits d'hôpital fermés par manque de personnel soignant – tous les jours des informations alarmantes remontent des établissements de santé : urgences fermées à Laval, Bastia, Saint-Chamond. Même des services pédiatriques ne peuvent plus prendre en charge des enfants en urgence vitale !

Le bulldozer minimise ses propres destructions

Le ministre de la Santé minimise. Il prétend qu'il n'a détruit « que » 5 700 lits en 2020 – un comble en pleine pandémie ! Et il minimise en prétendant que seuls 5 % des lits étaient fermés temporairement alors que tout le contredit. Il se permet même une ironie douteuse en guise d'excuse : *« Nous n'avons pas de personnel caché dans les placards. »* Mais pas question d'embaucher.

Pourtant ce sont bien eux qui ont mené une politique de casse violente de l'hôpital public comme leurs prédécesseurs, qui ont limité le nombre de places dans les écoles d'infirmiers. Déjà sous Hollande (2012-2017), Véran a contribué comme député à toutes les mesures de démolition des hôpitaux publics. Puis, en pleine pandémie, ils ont laissé les soignants se démener sans moyens pour faire face.

Macron, ce mardi soir à la télé, va encore nous parler de Covid, en même temps qu'il commencera à débiter ses futures promesses électorales. Ce n'est pas là qu'on entendra la moindre mesure pour l'hôpital et la santé. D'autant que son Premier ministre, Castex, le roi de ces pieds nickelés, a expliqué, de l'hôpital de Marseille où il était en visite, que pour soulager l'hôpital *« le mieux est de ne pas tomber malade »*. Il fallait y penser…

L'étendue des dégâts

Avec ce chiffre de 20 % de lits mis hors service, l'ampleur des dégâts a pour une fois retenu l'attention des médias. Il résonne avec la colère venue d'en bas, des soignants comme des malades. Plus de 1 300 élèves infirmiers ont démissionné en cours d'étude ces trois dernières années. Sans compter les démissions d'infirmières et autres soignants dont les témoignages désespérés remplissent les colonnes de journaux.

L'hôpital manque aussi de secrétaires, d'assistantes sociales, d'ouvriers, de tous ceux qui assurent le bon fonctionnement d'unités de soins. Les actes médicaux y sont calibrés et tarifés par des bureaucrates fanatiques de rentabilisation capitaliste, alors que le secteur de la santé devrait répondre gratuitement à tous les besoins.

Et les « solutions » des Agences régionales de santé (ARS) aggravent le mal. Le *Canard enchaîné* évoque l'application Hublo, censée faciliter l'organisation des remplacements à l'hôpital pour remédier au nombre gigantesque de postes vacants. Elle incite les salariées les plus mal payées, souvent des mères élevant seules leurs enfants, à multiplier les heures supplémentaires… jusqu'au jour où elles s'écroulent d'épuisement.

Passer du grand ras-le-bol à la révolte

La protestation est sourde mais profonde. Les hospitaliers valent mieux que la pénurie de moyens dans laquelle on les contraint à se débattre ; mieux que l'injonction à rester une demi-heure ou une heure de plus en fin de service, forcés à remplacer au pied levé, au nom de la conscience professionnelle ou du dévouement au patient. Et tout cela pour des salaires minables qui aggravent encore le dégoût de cette situation intolérable.

Non, face à une situation qui tourne au scandale national, il va falloir contraindre Macron et ses sous-fifres, responsables de cette pénurie criminelle, à embaucher massivement et à augmenter les salaires des soignants. Des milliers de jeunes sont prêts à exercer un métier essentiel à toute la société à condition de ne pas se tuer au travail et d'avoir une paie digne de ce nom.

Soignants et « patients », nous avons tous bien assez patienté ! Une mobilisation et pas seulement sanitaire mais sociale est urgente pour sauver l'hôpital et notre santé à tous du précipice vers lequel Macron et Véran les dirigent.

Ça promet pour la nouvelle vague du Covid

Au PCP, les salariées ont dépassé les limites de l'acceptable. La situation est telle que bien des collègues partent ou cherchent à le faire. Régulièrement, nous travaillons avec une AS et une IDE de moins par jour. Exceptionnellement, des lits ont été fermés en cardio B parce que certains d'entre eux sont étiquetés soins intensifs et qu'il faut un minimum de personnel. Tout le monde est épuisé.

La semaine dernière, certaines équipes ont tourné normalement : cela faisait des lustres que ça n'était pas arrivé.

Ras le balai

Dans ce même secteur, la situation des collègues ASH, est encore bien pire : régulièrement elles sont tiraillées entre plusieurs services ou se retrouvent seules dans leur service de 8 heures à 16 heures 30. Certaines ont dû repousser leurs repos ou leur CA sans savoir quand elles pourront les prendre !

Suspensions invalidées

Fin octobre, deux salariées du CHU de Saint-Étienne et un du centre hospitalier de Roanne ont été « réintégrés dans leurs droits » alors qu'ils avaient été suspendus pour cause de non vaccination.

Comme ces trois employés travaillent dans les cuisines des hôpitaux, qui sont des bâtiments annexes à l'extérieur, le tribunal administratif de Lyon a considéré être en présence d'un élément *« à faire naître un doute sérieux quant à la légalité de la décision du litige »*. Il rendra sa décision dans plusieurs semaines.

Le RSA pour certains non vaccinés ?

Quinze départements interpellent le gouvernement : ils ne veulent pas verser le RSA aux agents suspendus qui ont refusé de se faire vacciner.

Question de querelle entre départements (ceux tenus par la PS) et État (responsable des suspensions) sur qui doit payer, nous explique-t-on. Mais si les priver de leur salaire, c'est déjà du vol, vouloir leur sucrer le RSA en plus, c'est un comble.

Les personnes suspendues devraient continuer à percevoir leur salaire intégral de la part de leur employeur, public ou privé.

Pologne : un crime légal

Une femme de 22 ans est morte le 22 septembre en Pologne parce que les médecins n'ont pas voulu provoquer un avortement et ont attendu que le cœur du fœtus cesse de battre. Ils ont défendu leur acte en arguant la peur *« d'être tenus responsables d'un avortement illégal »*. Les nombreux Polonais, hommes et femmes, qui manifestent par dizaines de milliers dans toute la Pologne depuis le 1er novembre pour crier leur indignation ont raison. Seule la lutte et la rue pourront faire reculer ce gouvernement réactionnaire et l'Église catholique, acharnés à persécuter les femmes.

Et un et deux et 500 euros

Vendredi soir, une vingtaine d'hospitalières de Saint-Denis avaient été invitées par les supporters du Red Star, club de foot populaire de Saint-Ouen, à assister au match de leur équipe. Après avoir diffusé un flyer décrivant les revendications et luttes des travailleurs de la santé, elles sont rentrées sur la pelouse à la mi-temps avec leur banderole : « blouses blanches, colère noire ». Grosse ambiance en tribune : *« Du fric pour l'hôpital public ! »*

Chaque semaine est marquée par les fermetures de services hospitaliers, marquée aussi par des drames pour les malades comme pour les hospitaliers, mais des salariés de la santé ne lâchent pas et, comme vendredi à Saint-Ouen, sont largement soutenus.

La peur et la mort en Afghanistan

Samedi dernier, les talibans ont confirmé le meurtre de quatre Afghanes dans le nord du pays. Cette nouvelle s'inscrit dans le climat de terreur qui règne depuis la prise du pouvoir par les islamistes radicaux. Ils s'attaquent aux femmes, et en particulier aux militantes pour les droits des femmes, ont dispersé violemment les manifestations en interdisant aux journalistes d'en rendre compte. Toutes celles et ceux qui ne se laissent pas faire ont bien raison, leur courage et leur détermination montrent la voie.

Montebourg, Zemmour, même combat ?

Le candidat à la présidentielle Arnaud Montebourg, ancien ministre socialiste de Hollande, vient de déclarer qu'il faudrait bloquer les transferts d'argent privé vers les pays qui refuseraient de rapatrier leurs ressortissants visés par une mesure d'expulsion, notamment *« l'argent qui passe par Western Union »* précise-t-il.

S'en prendre aux travailleurs immigrés qui se serrent la ceinture pour envoyer à leur famille de quoi survivre, c'est une proposition abjecte et stupide, reprise mot pour mot des déclarations d'Éric Zemmour. Les transferts qu'il faudrait contrôler sont ceux des actionnaires des multinationales, des banquiers et des fraudeurs fiscaux. Mais les politiciens, y compris à gauche, préfèrent se vautrer dans la marée brune des préjugés racistes et d'extrême droite.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/